

pris celles qui sont sur la ligne de feu. Je trouve dans le "Citizen" d'aujourd'hui d'autres mots dans ce sens. Les voici :

Un correspondant a demandé au général, avec une simplicité toute naturelle, s'il se proposait de conduire bientôt les Canadiens à Berlin.

Si Douglas Haig, y va je l'accompagnerai, répondit sir Sam.

Le général...

C'est-à-dire le ministre de la Milice.

...a eu aujourd'hui une entrevue avec lord Kitchener au War-Office, et il doit réunir les brigadiers canadiens à son hôtel demain matin, pour aviser avec eux à la réorganisation des forces

On emploie le mot "corps"; cela comprendrait la partie du corps expéditionnaire qui est en Angleterre de même que la partie qui est au front. Ces troupes sont sous la direction des autorités militaires et, si elles ont besoin d'être réorganisées, cela laisse supposer qu'elles sont actuellement dans un état de désorganisation et ce serait certainement une affaire très grave. Le Gouvernement et la Chambre ont tout intérêt à savoir si les dépêches en question sont bien fondées. S'il est vrai que le ministre de la Milice et de la Défense a dû se rendre en Angleterre pour la raison que l'on donne, il faudrait croire que tout est sans dessus dessous, là-bas, mais j'espère que la situation n'est pas aussi grave.

Il y a quelque temps, je lisais dans le "Telegram" de Toronto que le ministre de la Milice et de la Défense se trouvant aux Etats-Unis, avait été consulté par les autorités militaires de ce pays sur des questions de grande importance et qu'il lui avait suffi de quelques minutes pour tout remettre en ordre.

C'est certainement un état de choses dont tous les Canadiens doivent être fiers, mais la question est de savoir si le Canada, dans un temps comme celui-ci, peut se passer des services d'un homme si compétent, que ses connaissances sont mises à contribution même par les autorités militaires des pays étrangers.

Il n'y a pas bien longtemps, l'Angleterre nous demandait d'envoyer vingt mille soldats et c'est le département de la Milice, je crois, qui a déclaré, dans le temps, que l'organisation, au Canada, laissait beaucoup à désirer. Quelques-uns des anciens régiments qui s'entraînaient depuis assez longtemps n'étaient pas au complet et n'étaient pas prêts à partir pour l'Angleterre à quelques jours d'avis. La conséquence fut que des régiments dont les cadres étaient mieux

remplis et qui étaient mieux équipés, sont partis, bien que leur période d'instruction fût trop courte. Cela semblerait indiquer que notre organisation laisse à désirer.

Je trouve étonnant que le ministre de la Milice et de la Défense trouve le temps d'aller organiser nos troupes en Angleterre et de donner des conseils aux autorités militaires des Etats-Unis et ne parvienne pas à perfectionner son organisation ici. Ces dépêches, naturellement, n'ont aucun caractère officiel, mais elles sont publiées par des journaux ministériels et elles sont de nature à inquiéter le public.

La "Gazette" de Montréal, dans son numéro d'hier, contient d'autres renseignements concernant le voyage du ministre de la Milice en Angleterre. Je crois que l'Etat paie \$15,000 par année à la "Presse associée canadienne" pour un service de nouvelles. C'est une somme importante; si les dépenses sont proportionnées à la longueur des télégrammes expédiés et non à l'importance des nouvelles fournies, il y aurait lieu de faire un choix. Cette dépêche à la "Gazette" de Montréal couvre toute une colonne et contient beaucoup de futilités. Un paragraphe est ainsi conçu :

Le ministre canadien s'est rendu à la bibliothèque dans une limousine, à côté du maire qui était revêtu de tous les insignes de sa dignité. Après avoir fait l'inspection de la garde d'honneur, sir Sam Hughes passa en revue les bataillons scolaires qui comprenaient plusieurs centaines de cadets. A la demande du visiteur distingué, un demi-congé a été accordé aux élèves des écoles publiques.

Ces détails peuvent intéresser quelques-uns, mais ne sont d'aucune importance pour le pays en général et si nous devons payer pour ces dépêches et d'autres de même nature, on peut s'attendre à des récriminations. Je ne crois pas que les contribuables de ce pays soient disposés à subventionner un pareil service de nouvelles. Je signale la question à l'attention du ministre qu'elle concerne. On semble avoir entrepris une campagne de propagande dans l'intérêt du ministre de la Milice. Je relève le paragraphe suivant que le "Citizen" d'Ottawa reproduit du "News" de Montréal :

M. Cyril Maude a raconté hier soir comment le Canada a failli être privé pour toujours des services de son ministre de la Milice et le monde entier, de son plus grand comédien.

L'objet principal de mon interpellation, c'est qu'il paraîtrait exister un tel chaos dans le corps expéditionnaire canadien que le ministre de la Milice et de la Défense a dû se rendre en Angleterre pour rétablir